



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-42449>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 24-42449

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Fourniture de prestations de restauration collective pour le restaurant administratif de la Maison de la Charente-Maritime

Description : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande monoattributaire avec un montant maximum de 800 000 euros HT pour la période initiale d'une durée de 2 ans. Il est reconductible 1 fois pour la même durée et le même montant. L'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée car il s'agit de services spécifiques pour la restauration collective.

Identifiant de la procédure : ad951a2f-8fdb-4a4a-86b5-34acc6da662b

Identifiant interne : 24DSPN04

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : Service de cantine : services spéciaux

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 55510000 Services de cantine

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,600,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Une visite sur site est obligatoire. Les variantes ne sont pas autorisées. Les critères de sélection et de choix sont énoncés dans le règlement de la consultation. Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>); Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est disponible sur le profil acheteur : <http://www.achatpublic.com> Le pouvoir adjudicateur applique le principe Dites-le nous une fois Dossier de consultation gratuit. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigées pour cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant. Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière. Le délai global de paiement est de 30 jours. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur les fonds propres du Département. Le mode de règlement de l'administration est le mandat administratif. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Faillite : Les autres motifs d'exclusions figurent dans le règlement de la consultation.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Fourniture de prestations de restauration collective pour le restaurant administratif de la Maison de la Charente-Maritime

Description : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande monoattributaire avec un montant de 800 000 euros HT maximum pour la période initiale d'une durée de 2 ans. Il est reconductible 1 fois pour la même durée et le même montant. L'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée car il s'agit de services spécifiques pour la restauration collective.

Identifiant interne : 24DSPN04

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 55510000 Services de cantine

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Autre

Nom : Voir le règlement de la consultation

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.achatpublic.com>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.achatpublic.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 31/05/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 4 MONTH

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Informations relatives aux délais de recours : Introduction de recours : Voies et délais des recours dont dispose le candidat : - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Organisation qui reçoit les demandes de participation : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Organisation qui traite les offres : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Numéro d'enregistrement : 89032771100010

Adresse postale : 15 RUE DE BLOISSAC

Ville : POITIERS

Code postal : 86020

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Téléphone : 0549607919

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : DEPARTEMENT CHARENTE-MARITIME

Numéro d'enregistrement : 22170001600738

Adresse postale : 85 BD DE LA REPUBLIQUE

Ville : LA ROCHELLE

Code postal : 17076

Subdivision pays (NUTS) : Charente-Maritime (FRI32)

Pays : France

Adresse électronique : proceduredemat.marches@charente-maritime.fr

Téléphone : 0546317000

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 70293a8f-6949-4fd7-99c5-c5d6b5471632 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché – régime assoupli

Date d'envoi de l'avis : 10/04/2024 à 16:52

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 10/04/2024